

Theo Francken

# «En matière de migration, de nombreux francophones en ont marre du PS»

## LES PHRASES CLÉS

«Il faut trouver un accord européen sur la répartition des demandeurs d'asile.»

«Les réfugiés irakiens et syriens ne parlent pas français.»

«L'opinion publique francophone sait très bien qu'un parcours d'intégration obligatoire doit être mis en place.»

## INTERVIEW MARTIN BUXANT

**A**u four et au moulin. Le secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, le N-VA Theo Francken, revient sur la crise qui frappe actuellement l'Europe et, partant, la Belgique.

**La réunion européenne de lundi soir n'a pas permis de dégager un accord sur la répartition des demandeurs d'asile en Europe. C'est un échec?**

On n'a pas d'accord sur la répartition et les quotas, c'est exact. Il est pourtant clair qu'une grande partie des États membres européens est en faveur d'une répartition correcte et équilibrée des réfugiés — via des critères objectifs. Mais il y a aussi des pays d'Europe de l'Est qui restent contre cette répartition. Je ne peux que le déplorer, on va travailler pour que ça change. Mais nous avons quand même un accord pour renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'Europe. En Grèce, par exemple. Cette frontière-là est complètement poreuse et il s'agit d'être beaucoup plus strict. On va aussi mettre en place et renforcer les hot spots, des sortes de salles d'attente où les

demandeurs d'asile doivent rester en attendant d'être enregistrés. Les vrais demandeurs d'asile, les réfugiés qui fuient la guerre peuvent entrer en Europe. Les autres, les migrants économiques doivent rentrer chez eux. Volontairement quand c'est possible, mais de manière forcée si c'est nécessaire.

**La Belgique est donc totalement derrière l'Allemagne?**

Totalement, et derrière la France aussi. Maintenant, ça suffit de faire porter tout l'effort par cinq pays européens, dont la Belgique. Tout le monde doit prendre sa part de l'effort. Nous avons donc aussi eu un accord sur un fonds européen qui remboursera certaines parties de la prise en charge et de l'accueil, c'est important parce qu'en Belgique, nous avons une grosse pression budgétaire. Et ce gouvernement fédéral y est très attentif. Sur les quotas, l'Allemagne est convaincue qu'on doit obtenir un accord et il y aura une prochaine réunion le 8 octobre. On va travailler à faire bouger les lignes d'ici là.

**Mais la philosophie européenne s'abîme. Où est la solidarité?**

Je dois d'abord dire que la Pologne est un cas à part. Ils ont une frontière extérieure

très grande à côté de l'Ukraine. Ils ont dû refuser 200.000 réfugiés ukrainiens qui voulaient se rendre en Allemagne. Donc, ils ont des raisons de discuter. Pour les autres pays de l'est, je n'accepte pas ce qu'ils sont en train de faire. La solidarité et la responsabilité sont des principes de base de l'Europe. Nous donnons beaucoup parce que nous sommes un pays plus riche et pour une fois que nous demandons quelque chose, parce que nous connaissons des difficultés, là, on vient nous refermer la porte au nez en nous disant: «Non, nous ne sommes pas intéressés de recevoir des musulmans.» Ce n'est pas notre idée de l'Europe.

**Le bâtiment du WTC est désormais ouvert jour et nuit pour le pré-accueil. Pourquoi avoir changé d'avis?**

Parce que nous avons eu une réunion constructive avec la Ville de Bruxelles. Si le bourgmestre prend cette direction-là et décide de commencer l'évacuation du parc Maximilien, je pense que c'est une très bonne chose pour les demandeurs d'asile. On parle de demandeurs d'asile, alors il faut arrêter les petits jeux politiques, je n'ai ni le temps ni l'envie de me fâcher.

**Mais faut-il évacuer le parc Maximilien?**

C'est au bourgmestre de Bruxelles à prendre ses responsabilités, je ne suis pas le bourgmestre de Bruxelles.

**Mais quel est votre avis?**

Ce n'est pas à moi à donner un avis au

bourgmestre de Bruxelles parce que je ne pense pas qu'il va le suivre.

**Au niveau du renforcement des contrôles aux frontières, que va faire la Belgique?**

Il faut examiner la situation de manière évolutive. J'ai, par exemple, parlé avec mon homologue néerlandais, c'est clair qu'ils ne vont pas fermer la frontière, ils vont mettre en place des contrôles mobiles. Ce n'est pas une fermeture des frontières. En Belgique, ce n'est pas à l'ordre du jour, mais on fait un monitoring permanent de la situation. Et quand les flux migratoires vont se déplacer vers la Belgique, on prendra une décision. On doit tout prévoir et essayer d'anticiper. On est au milieu d'une crise de l'asile sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale. Un gouvernement qui fait son job, c'est un gouvernement qui doit envisager tous les aspects sécuritaire et humanitaire.

**Tant la FEB que le Voka estiment que ces réfugiés peuvent être une opportunité pour l'économie belge: qu'en pensez-vous?**

Ils ont raison. Il y a énormément de réfugiés qui veulent travailler.

**Mais avez-vous une idée du profil socio-économique des réfugiés syriens et irakiens qui arrivent en Belgique?**

On ne fait pas de profiling. Mais la Région flamande le fait: on demande quel est le niveau d'éducation, le diplôme, les compétences. La Région flamande a donc une idée du profil. C'est fait à travers un questionnaire auquel répondent les demandeurs d'asile lors du parcours d'intégration. On a donc des statistiques. En général, 60% des réfugiés disposent d'un diplôme, et 10% seulement sont analphabètes. C'est très bas comme taux, contrairement à ce que pensent les gens...

**On dit que réfugiés irakiens et syriens sont plutôt issus de la classe moyenne pour avoir pu se payer le voyage...**

C'est assez exact. Mais on ne dispose pas de chiffres exacts là-dessus. Ce qu'il faut savoir, c'est que la Syrie n'était pas comparable à un pays pauvre d'Afrique ou du Moyen-Orient, les gens venaient de partout dans le monde arabe pour étudier à Damas, par exemple, à l'université. Les standards culturels et intellectuels étaient très importants.

**Le parcours d'intégration n'est toujours**

**pas obligatoire côté francophone, c'est un handicap?**

Oui, c'est incroyable. Je dis toujours, et je l'ai d'ailleurs dit à de nombreux socialistes, souvent, vous devez savoir d'où vient le décret sur le parcours d'intégration en Flandre. C'est la Groen Mieke Vogels qui l'a proposé à l'époque! C'est la gauche de la gauche qui a proposé de rendre ce parcours obligatoire. Ensuite, cela a été voté par Groen, le sp.A, la Volksunie, l'Open VLD et les chrétiens-démocrates. Donc, on ne peut vraiment pas caricaturer les choses en disant que ce parcours d'intégration obligatoire est une politique voulue par la droite! C'est une politique émancipatoire. Ensuite, j'ajoute un élément. Après chaque parcours d'intégration, la Région flamande fait une enquête pour avoir un feed-back des réfugiés. 90% des gens qui ont été obligés de suivre le parcours répondent qu'ils sont satisfaits d'y avoir été obligés. Que puis-je dire encore ?

**Mais les opinions publiques flamande et francophone sont différentes sur cette question!**

Pas fondamentalement. Il y a des différences, des nuances et des sensibilités diffé-

rentes. Mais en matière de migration et d'intégration, je pense - j'en suis même convaincu - qu'il y a de plus en plus de francophones qui ne sont pas d'accord avec la manière de gérer du Parti socialiste depuis 25 ans. Pas seulement les Wallons, mais aussi et surtout, les Bruxellois. Ils savent qu'on doit être humains mais on doit aussi être strict. On ne peut pas accueillir tout le monde, ici. Et le parcours d'intégration traduit bien cela. Les socialistes ont peur d'évoluer, peur du changement. Mais bon, c'est une compétence qui ne relève pas du fédéral...

**Pourquoi pensez-vous que les francophones soutiendraient cette politique d'intégration obligatoire?**

Il y a quelque chose qui est en train de faire changer les choses. Pendant des années, tous les migrants qui venaient vers la Belgique étaient souvent issus du Maroc, du Congo ou de pays dans lesquels le français est parlé. Depuis dix ans, les flux migratoires ont changé: ils viennent d'Europe de l'Est, de Pologne, de Bulgarie ou de Roumanie. Ces gens ne parlent pas un seul mot de français, ce n'est pas une langue qu'ils ont apprise. Or en Flandre, on

connaît cela depuis longtemps puisqu'à part les Flamands, pas grand-monde ne parle le néerlandais. Donc, avec le Flamand, tout est question d'apprentissage, de volonté, d'intégration. Il faut apprendre le flamand. En France et en Wallonie, les choses vont donc devoir évoluer sur le parcours d'intégration et son caractère obligatoire. La crise actuelle va encore accélérer ce phénomène: les Irakiens et les Syriens ne parlent pas un mot de français non plus. Je pense donc qu'il y a un momentum, c'est maintenant que certains doivent prendre leurs responsabilités et dire: il faut tout faire pour l'intégration. Je suis certain que l'opinion publique francophone va de plus en plus réclamer que le parcours d'intégration soit obligatoire.

**«C'est la gauche de la gauche qui a voulu rendre le parcours d'intégration obligatoire en Flandre.»**